

# Conseil national – 24 septembre 2016 – Rapport introductif

---

Pierre Dharréville

Chères et chers camarades,

Sur le visage du monde, au front de nos contemporains, il y a ce pli d'inquiétude. Nous sentons le frisson qui parcourt la planète, ces rafales irrégulières qui viennent gifler et griffer nos existences entremêlées. Nous sentons que la terre se tend, qu'un grondement sourd la traverse, que des failles s'y dessinent. Nous savons plus ou moins confusément n'en avoir pas fini avec les catastrophes. Sans les nier, ni sans les augmenter, il s'agit donc de ne pas s'y résoudre. Comme l'écrivait Victor Hugo : « Tenter, braver, persévérer, c'est être fidèle à soi-même, prendre corps à corps le destin, étonner la catastrophe par le peu de peur qu'elle nous fait. » Ne pas maquiller ce pli d'inquiétude persistant, l'écouter, le comprendre, en attaquer la cause. De ce pli, faire une ride, une marque du passé. Ce pli sur nos fronts est le reflet de cette faille sur le monde que désigne Thierry Fabre, animateur des Rencontres d'Averroès. « Une faille, dit-il, est plus qu'une simple fissure, dans tout son étirement, mais elle n'est pas encore une fracture, irréparable. Il reste un monde des possibles, pour mieux nous relier. » De ce qui vient, nous ne savons pas tout, nous ne pourrions tout maîtriser, mais on nous trouvera debout, cherchant à gagner de la hauteur et de la profondeur, cherchant à agir avec d'autres, avec chacune et chacun, c'est-à-dire à faire de la politique. Avec ce qu'il faut de calme et ce qu'il faut de passion, avec ce qu'il faut de révolte et ce qu'il faut de tendresse, avec ce qu'il faut d'exigences pour aujourd'hui et ce qu'il faut d'espoirs pour demain. Dans cette faille, dans ces failles, il y a un espace pour la politique.

Pour ne pas rester dans le vague, il faudrait en dire plus sur la catastrophe et ses multiples déclinaisons. La catastrophe, c'est le chaos du monde qui vient frapper jusqu'à nos moments de fête, c'est ce délitement dans la guerre, c'est cette dégringolade dans la mal-vie, ce sont les pulsions de domination qui détruisent, c'est le piège identitaire, c'est la passivité devant la dégradation de la planète, c'est tout ce qui entrave l'émancipation humaine. Il faudrait en dire plus sur la catastrophe et sur ses causes. La catastrophe ne vient pas de l'au-delà de la mer, des fleuves et des montagnes, elle ne vient pas des musulmans ou des réfugiés, elle ne vient pas du prénom que l'on donne à nos enfants parce qu'il n'est pas inscrit au calendrier grégorien contrairement aux propos abjects d'Éric Zemmour, elle ne vient pas des supposés « maghrébins » contrairement aux sorties indignes de Claude Goasguen qui s'était déjà si tristement illustré contre les pauvres dans son arrondissement parisien, elle ne vient pas de la liberté des femmes, elle ne vient pas des manifestants qui refusent le libéralisme, la destruction des droits et les inégalités. Et nous n'irons pas chercher la potion miracle chez nos prétendus « ancêtres les Gaulois ».

Mais ce n'est pas de cela dont il est question dans le dernier essai d'Alain Duhamel, même s'il dénonce les supposées « pathologies françaises ». Tout ébaubi, Christophe Barbier, le directeur de *L'Express*, y a trouvé la critique de ce qu'il appelle « le poison égalitaire ». L'un et l'autre reconnaissent que cette « passion » française pour l'égalité, qualifiée de « fléau », marque la « mentalité » de notre peuple, depuis la nuit du 4 août. Et de regretter que la France soit la société « la moins capitaliste d'Europe », qui consacre « la plus grande part de sa richesse nationale à la protection sociale », au prix d'une fiscalité « d'une imagination sans pareils ». Oui messieurs, la

lune est vieille, mais c'est la lune ! Et cette lune continue d'exercer son pouvoir d'attraction sur notre peuple, comme en témoignent les mobilisations du printemps, recommencées en cette rentrée. Voyez qu'il y a là quelque chose comme de la ressource pour dissiper nos plis d'inquiétude.

Comme il faut, afin d'y parvenir, s'efforcer d'être un peu prosaïque, je m'attacherai donc à essayer de faire face aux questions qui nous sont posées dans cette période de grand trouble et à esquisser ce que pourraient être des réponses, dans la foulée du Congrès.

\*       \*  
\*

En cette journée de mobilisation pour la paix, l'exigence de faire échec aux logiques de guerre essaye de se frayer un chemin. Ces trente dernières années, les guerres de domination politique et économique ont alimenté ce chaos mondial qui croît et dont les signes se manifestent avec une violence de plus en plus forte à travers le monde et jusque sur notre territoire. La paix est une construction politique. La paix est menacée lorsque l'eau vient à manquer, lorsque les inégalités se creusent, lorsque l'injustice s'installe, lorsque les pulsions de domination s'imposent, lorsque le racisme se révèle dans des violences policières. Faire grandir une culture de paix, ce n'est pas faire le choix de la naïveté, tout au contraire, c'est dans le même mouvement réveiller les consciences sociales et les aspirations démocratiques. C'est donner la force aux peuples de choisir l'avenir et de le construire, non pas de le subir. La paix doit être un grand projet politique pour la France et le monde.

C'est pourquoi la guerre des civilisations dans laquelle des forces totalitaires ont décidé de s'engager, et dont l'affrontement identitaire qui se développe dans notre pays est l'une des manifestations, doit être combattue avec la dernière énergie et éteinte. Comment peut-on simplement imaginer en faire le moteur de l'histoire ? Cette guerre identitaire est une redoutable impasse pour les peuples et pour l'humanité. Car ce qui nous guette dans cette voie, ce n'est pas la victoire de quelque civilisation que ce soit, comme en rêvent ses protagonistes haineux, mais la « décivilisation sans rivage » dont parle Lucien Sève, la déshumanisation de l'humanité sous la domination insensée du maître-argent, des grands propriétaires, de la finance tentaculaire, du capitalisme.

Dans ce contexte, que le sommet européen de Bratislava n'ait eu pour seule obsession, (alors que l'Union européenne est en train de payer le prix de son mépris des peuples et de la démocratie), que de revenir au vieux débat sur l'Europe de l'armement, confirme que le projet européen est plus que jamais en question. Cette réunion aurait aussi pu être l'occasion de s'interroger sur la refondation d'un Euro de plus en plus critiqué (dernièrement par le prix Nobel Joseph Stiglitz) ou sur la gestion calamiteuse de l'accueil des réfugiés fuyant la guerre et la misère. Au lieu de cela, la Commission continue à édicter ses règles libérales.

La France, d'ailleurs, n'est pas si mauvaise élève. En matière d'orthodoxie libérale et austéritaire s'entend. Car en matière d'accueil des réfugiés, elle a accompagné les discours de fermeture. Le gouvernement essaye aujourd'hui de faire bonne figure en organisant l'accueil des 12 000 hommes, femmes et enfants de Calais. À ce propos, l'attitude de plusieurs présidents de région de droite, indiquant sans ambages leur refus d'accueillir, déclarant leurs régions hors zone de solidarité et d'asile est indigne de la République. Nous ne devons pas les laisser parler ainsi au nom des populations de nos territoires. Nul ne peut ignorer que tout cela vient alimenter

l'amalgame boueux de la xénophobie, mêlant sans autre forme de réflexion que le réflexe, le terrorisme, l'étranger, le musulman... Mais l'engagement de maires, en exigeant de l'État qu'il assume ses responsabilités et ne se défausse pas comme il sait si souvent le faire, est un geste d'humanité et un geste politique puissant. Comme le montrent la municipalité d'Ivry-sur-Seine et son maire, Philippe Bouyssou, par exemple, en affrontant les débats que cela peut soulever, la solidarité prend le dessus. Si l'on voulait parler d'identité, en tout cas de culture, on commencerait par là. Une étude de l'OCDE publiée cette semaine montre que les « migrations permanentes » ne représentent que 0,4% de la population des pays concernés et que non seulement l'impact de ces arrivées est infinitésimal sur l'emploi mais qu'en plus, si l'on avait une véritable politique d'accueil, pour s'en tenir là, il s'avérerait économiquement bénéfique. Quoiqu'il en soit, des drames qui frappent ces hommes et ces femmes, toute l'humanité est comptable. L'on ne peut se satisfaire des commentaires simplistes imputant sans autre forme de procès les reculs de Merkel aux élections locales allemandes à son attitude envers les réfugiés, comme pour appeler de nouveau à leur rejet. Et l'épisode lamentable de ces derniers jours voyant des forces de l'ordre belges venir déposer des demandeurs d'asile déboutés à l'aveuglette dans un pays voisin est suffisamment ridicule pour qu'on essaye d'en tirer quelques leçons. Et si nous décrétions nos régions « terres d'asile » !

J'ai dit que la France par ailleurs n'était pas si mauvaise élève. Selon l'OFCE, la politique des gouvernements Hollande aura conduit à une hausse des impôts de 35 milliards d'euros pour les ménages et à une baisse de 20 milliards pour les entreprises. Le taux de marge des entreprises aurait atteint un niveau comparable au record historique des années 2000, tandis que 100 000 personnes de plus se seront retrouvées au chômage. Le bilan social du quinquennat est catastrophique. Et cela va de pair avec son bilan économique. La situation d'Alstom, dont l'État détient 20% du capital, est une nouvelle illustration de la destruction méthodique du tissu industriel de notre pays, qui a été largement accompagnée par le pouvoir. Nous venons d'adopter une déclaration que nous allons faire vivre dans tout le pays et en particulier à Belfort et dans les onze départements concernés par la présence d'un site de l'entreprise. Nous participerons notamment à la grande manifestation du 27 septembre. Entre autres questions, ces événements viennent souligner le faible engagement de l'État pour le développement des transports ferrés qui sont un enjeu écologique et social majeur.

Un autre débat a pris de l'ampleur ces derniers mois, autour de l'usine d'alumine Alteo de Gardanne, ex-RioTinto et ex-Péchiney, dont la ministre de l'Environnement demande la fermeture. Il s'agit là aussi d'un enjeu décisif puisque cette production est nécessaire à la fabrication de téléphones et de tablettes. Comment peut-on se dédouaner ainsi de ses responsabilités sociales et environnementales ? Une pétition est en ligne pour exiger des propriétaires et de l'État un engagement pour des investissements efficaces afin de produire dans le respect de l'environnement. De même que pour les centrales à charbon, je ne traiterai pas aujourd'hui dans le détail des enjeux énergétiques, menacées par les modalités de la taxe carbone, le défi n'est pas de les fermer *sine die* mais d'accélérer les mutations possibles et nécessaires. J'en profite pour signaler le Mois de la biodiversité organisé par notre parti avec des débats pluralistes et des auditions d'experts.

Les forces de la finance se cachent ; nous devons prendre des initiatives pour les démasquer, comme l'ont fait Alain et Éric Bocquet dans leur livre qui dénonce les « sans domicile fisc ». Selon les comptes nationaux de l'INSEE, ce sont aujourd'hui 25% des richesses produites par l'industrie qui sont aspirés par la finance contre 5% il y a trente ans. L'investissement dans l'appareil productif recule de cinq milliards d'euros par an depuis 2000 dans notre pays. 400 000

emplois ont été perdus depuis 2008 et au moins autant seraient menacés. Dans un livre qui vient de paraître sous la direction de Jean-Christophe Le Duigou, *La Bourse ou l'industrie*, des syndicalistes pointent du doigt le déclin industriel de notre pays et ses causes, montrant combien l'industrie est un atout indispensable pour l'avenir, a fortiori pour qui voudrait s'attaquer au défi climatique et environnemental. Notre économie est gravement fragilisée par la faiblesse du développement industriel et l'incapacité dans laquelle nous nous trouvons de répondre aux besoins. Cela appelle une réflexion et une offensive globale portant une ambition industrielle durable. La sécurisation de l'emploi et de la formation, la création d'un pôle public bancaire, l'écriture d'un code du travail du XXI<sup>e</sup> siècle donnant plus de droits et pouvoirs aux salariés, l'arrêt du gaspillage d'argent public distribué directement aux actionnaires, les nationalisations-socialisations de secteurs clés...

J'ai évoqué l'industrie, il faudrait évoquer l'ensemble des secteurs de l'économie, et par exemple les enjeux agricoles qui sont cruciaux et ne sont pas simplement l'affaire des agriculteurs, même s'ils sont les premiers à subir les conséquences d'une organisation qui ne rémunère pas leur travail, mais je veux simplement m'arrêter sur le rôle de la grande distribution, vu d'un autre côté, puisqu'elle a un rôle de plaque tournante qui n'est pas neutre. Lorsque Casino qui produit dans le centre commercial de Grigny, qui lui est loué par la ville dans des conditions optimales, un bénéfice de 4 millions d'euros par an, décide de désertir parce que cela ne lui rapporte pas assez, laissant sans approvisionnement la population de cette ville, c'est intolérable. Conçu comme un retentissant moment de riposte, le marché solidaire que nous organisons dans la ville, une initiative politique concrète, montrera à la fois l'utilité de notre action, son sens et viendra conforter la lutte pour la dignité, pour l'égalité qui est celle des nombreux habitants et habitantes, celle que leur maire Philippe Rio appelle la République pour tous.

Une République minée par ses multiples manquements à sa promesse originelle. Ainsi, la Fondation Abbé-Pierre lance une campagne intitulée #onattendquoi pointant du doigt la situation de 3,8 millions de personnes sans domicile ou sans domicile décent et les 15 millions au total, soit un quart de la population française fragilisée d'une manière ou d'une autre par la crise du logement. Dans un autre domaine, la Cour des comptes se félicite de voir réduit le fameux « trou » de la Sécurité sociale à 7 milliards d'euros — on rappelle que les mécanismes d'évasion, de fraude et autre optimisation fiscales évaporent entre 60 et 100 milliards — mais à quel prix ? À quel prix pour la santé, pour les retraites, pour les personnels hospitaliers, pour les territoires ? Dans un autre domaine encore, la rentrée scolaire a vu la très contestée réforme du collège entrer en vigueur et les classes surchargées se multiplier — il y en aurait 100 000 en primaire. La jeunesse de notre pays mérite un tout autre engagement de la société à ses côtés.

Pendant ce temps, l'état d'urgence se poursuit et avec lui les réquisitions contre les manifestants du printemps contre la loi dite « travail », criminalisés et salis dans leur engagement, qu'ils trouvent ici la marque de notre soutien. La mobilisation, d'ailleurs, n'est pas terminée et ni les peurs ni les torpeurs de l'été n'ont eu raison du profond rejet qui s'exprime de cette loi de casse du Code du travail. Les offensives menées pour porter l'affaire devant l'OIT contribuent à en faire une bataille internationale qui vient affaiblir les arguments des tenants du dumping social mondial, il y a là un champ ouvert, comme en témoigne le récent livre de Bernard Thibault. Comme sont ouverts de nombreux champs du commun.

Ce puzzle ne suffit pas à faire le tour de la période (on aurait également pu citer une bataille à mener face aux indécences de Vinci en matière d'autoroutes et de péages...), mais il en indique certains traits de caractère parmi les plus saillants. Nombreuses sont les questions

auxquelles les hommes et les femmes de notre pays sont confrontés, qui mériteraient de débattre et de proposer. Nombreuses sont les questions escamotées du débat public, au profit de controverses politiques indignes des grands défis de notre temps et des attentes de notre peuple. C'est pourquoi nous avons initié la grande consultation citoyenne.

\* \*  
\*

Ce fut l'une des décisions importantes de notre congrès que cette grande enquête menée par les militants communistes dans tout le pays. Depuis le printemps, nous avons rencontré des centaines de milliers de personnes et ils sont plusieurs dizaines de milliers à avoir pris le temps de répondre. Cela nous a demandé un effort militant considérable, de la ténacité et de la détermination. Les communistes qui en ont fait l'expérience savent la richesse des moments partagés et des débats que cette démarche nous a permis. Je veux saluer cet engagement qui est venu renforcer notre relation à notre peuple. Ils sont nombreuses et nombreux à nous avoir remercié de les écouter, de leur donner la parole, d'accorder de l'importance à leur avis et à leurs aspirations. Il n'était qu'à voir les allées de la Fête de l'Humanité, où les jeunes attablés stylo en main donnaient le ton de cette soif de participer. Nous voulons que la parole populaire soit incontournable dans le débat public.

Nous avons mis en actes — c'est un début — notre projet de permettre à notre peuple d'être l'auteur de son destin. Dans une société où la politique est tant discréditée et où le renoncement gagne du terrain, la gratuité de notre geste, sa sincérité ont placé notre parti dans une position de dialogue et d'échanges qui est de nature à renforcer notre enracinement populaire. D'un côté, les questions que nous posons sont ainsi en train de grandir et de cheminer dans la société. Et d'un autre, la façon dont notre peuple se vit, se pense et pense son avenir vient à la fois enrichir, soutenir et interpeller notre politique.

Je sais aussi que des camarades se sont interrogés sur l'utilité de cette initiative centrale dans un moment où chacun ne s'occupait que de désigner des candidats pour la présidentielle. Cette élection, nous en connaissons, hélas !, le caractère structurant dans la vie politique, mais aussi son caractère destructeur.

Nous ne sommes pas à côté des enjeux de 2017 en posant cette question : « Que demande le peuple ? » Nous posons la bonne question, celle que tout le monde évacue du débat. La seule qui vaille. Nous essayons de créer une dynamique populaire qui ne se fonde pas sur des démarches personnelles et des sentiments éphémères. Cela nous rend plus forts pour affronter ces échéances. Cela nous permet de chercher le commun et nous devons y travailler jusqu'au bout.

C'est pourquoi, nous devons encore amplifier notre démarche dans les quinze jours qui viennent et faire du week-end prochain un grand moment de mobilisation autour de la grande consultation citoyenne pour donner au plus grand nombre possible de femmes et d'hommes une chance supplémentaire de se faire entendre.

Et c'est pourquoi le 8 octobre prochain, à l'issue de cette grande consultation citoyenne, nous tiendrons un grand événement de restitution de cette enquête. Nous y ferons entendre la parole populaire, si souvent dénaturée et manipulée dans le débat public. Nous y présenterons un portrait de la France que l'on n'a pas l'habitude de voir, pour contribuer à aider notre peuple à

prendre conscience de lui-même, loin des clichés auxquels on voudrait qu'il se conforme. Nous y ferons la démonstration qu'il existe une majorité populaire pour une vraie politique de gauche, pour un pacte d'engagements communs qui pourrait unir les forces aujourd'hui dispersées. Nous engagerons une nouvelle phase de notre déploiement : il s'agira de mettre les réponses à cette question, « Que demande le peuple ? », entre les mains du plus grand nombre pour poursuivre l'appropriation populaire de la politique et faire grandir l'action et les initiatives politiques dont notre pays a besoin.

Le samedi 8 octobre, dans toute la France, à 14h30, on pourra regarder « Ce que demande le peuple », l'émission en direct et en public, et l'on pourra interagir. Les résultats seront détaillés, des participants à l'enquête viendront les commenter, ainsi que des acteurs publics, et notre secrétaire national, Pierre Laurent, en tirera de premières conclusions et esquissera les grands axes qui pourraient fonder un pacte d'engagements communs. On pourra ensuite prolonger le débat, il le faudra. On pourra faire connaître ce qu'il en ressort par un tract national, organiser des moments de restitution dans les circonscriptions, dans les villes, les quartiers. Notre campagne ne s'arrête pas le 8, elle entre dans une nouvelle phase. Ces dizaines de milliers de discussions vont nous rendre plus forts, plus légitimes aussi pour, dans le débat public, servir les aspirations populaires.

Je vous propose qu'à partir de ces résultats et des conclusions, des leçons que nous en tirerons, nous allions aussi nous adresser aux forces de gauche avec lesquelles nous pensons possible de construire une réponse partagée.

\* \*  
\*

Est-il trop tard ? Non, il reste encore de la place, du temps avant que tout soit verrouillé, mais cette question est dans toutes les têtes. Lors de la Fête de l'Humanité, nous avons réussi à faire entendre notre parole, et à donner de l'écho à cette interpellation que nous portons pour que se rassemblent les forces qui veulent une politique de gauche dans ce pays. Nous sommes entrés en résonance avec cette résignation terrible qui s'installe, pour la faire reculer. Les échos de cette offensive nous reviennent dans les échanges que nous avons. Mais cela n'est pas suffisant. Pour instable qu'elle soit, la situation n'a pas significativement bougé à ce stade. Cela n'est pas sans interroger.

Nous devons continuer à approfondir notre analyse de la situation politique pour éclairer le débat qui nous conduira jusqu'à notre Conférence nationale du 5 novembre. Cette conférence devra prendre des orientations pour l'élection présidentielle et les élections législatives et les soumettre aux communistes.

Tout d'abord, le danger est plus menaçant que jamais. Pendant que la droite se déchire en dressant l'inventaire des mesures les plus réactionnaires possibles, l'extrême droite se sent pousser des ailes et espère se trouver au rendez-vous d'une fenêtre historique. Marine Le Pen tente d'adopter une posture de rassemblement et occupe plus que jamais une place centrale dans les médias et dans le débat. Se sentant confortée par tous les Trump de la planète, elle se pose en « candidate du peuple », un peuple redessiné selon ses insupportables fantasmes, baptisé dans l'introuvable pureté du sang ancestral, fracturé, chosifié et assujéti. Cet impossible peuple n'est pas le peuple de France, ce n'est pas notre peuple. Ce n'est pas un miroir que le Front national tend à notre pays, c'est une photo retouchée et caviardée. Il faut s'attacher à démonter cette

imposture. C'est en se présentant comme un abri face aux peurs, aux menaces et à toutes sortes d'intempéries réelles ou supposées, que l'extrême droite agglomère des victimes désunies qu'elle a contribué à isoler. Critiquant la fièvre identitaire et « l'idéologie de la séparation », l'historien Patrick Boucheron souligne avec nombre de ses confrères combien les peuples depuis l'Antiquité n'ont jamais cessé d'être des constructions politiques, créées et recrées au fil des mouvements de l'histoire et des mélanges de l'humanité. Il s'efforce de « dire calmement que nous sommes plus nombreux à ne pas nous sentir menacés par la différence ». Le peuple dont il faut parler est une association d'hommes et de femmes libres, égaux, égales, consciente de son histoire et de sa diversité, rassemblée pour un projet commun. Le peuple dont il faut parler a vocation à devenir un sujet politique, qui s'émancipe lui-même. Il n'y a pas d'issue dans le populisme, dont le mécanisme inéluctable consiste à un asservissement consenti. C'est donc bien sur le terrain du projet, sur le terrain de l'avenir qu'il faut chercher, qu'il faut bâtir, qu'il faut construire un peuple de citoyennes et de citoyens actrices et acteurs de leur destin commun.

Or, la dynamique la plus forte, sans doute, est bien celle du désintérêt, du désenchantement. L'idée s'installe qu'il n'y a rien à attendre de la politique en général et de ces élections en particulier. Elle s'installe, en particulier à gauche, mais plus largement, parmi les couches populaires, les ouvriers, les salariés, les chômeurs, les retraités. Sans renoncer à convaincre qui que ce soit, c'est là, sans doute, notre premier adversaire.

La droite espère pouvoir disputer la victoire et c'est cela qui rend si âpre sa bataille interne. Lorsque Nicolas Sarkozy entend obliger tout un chacun et toute une chacune à adopter des ancêtres, en l'occurrence gaulois, il ne le fait pas au hasard, il se situe sur le terrain du fantasme identitaire qu'il a tant contribué à agiter et n'oublie pas pour autant de tailler à grands coups de sabre dans les droits et libertés pour aider ses amis les marchés financiers. Mais la nature des propositions en débat indique clairement un nouveau coup de barre à droite de ses orientations politiques, tous candidats confondus, une fois les excès de langage mis de côté. Les rodomontades de François Bayrou, qui essaye de jouer un rôle, n'y changent rien. Lors des dernières échéances, le poids électoral de la droite et de l'extrême droite, voyant en certaines régions la gauche complètement éliminée, a produit des paysages politiques monstrueux et produit désormais des politiques antisociales et autoritaires complètement débridées. Ce qui nous vaut, par exemple, à Marseille, de lancer une pétition contre la transformation de la Villa Méditerranée en Casino, juste à côté du MuCEM.

Pour leur part, le Parti socialiste et ses alliés continuent dans la voie du libéralisme et le Président commence à écrire à sa façon l'histoire du quinquennat qui s'achève, se glorifiant de son impopularité, qui serait la marque d'une politique courageuse. François Hollande semble parier sur un nouveau concours de circonstances, tandis que le Premier ministre continue de creuser son sillon en cultivant sa posture de fermeté face aux résistances, et que le ministre de l'Économie, Emmanuel Macron, s'en est allé « prendre la mer », pour tirer lui aussi tout ce petit monde plus encore vers la droite de l'échiquier. Les primaires qui s'annoncent voient la contestation de la ligne gouvernementale s'exprimer, mais s'incarner dans la dispersion. Le malaise est perceptible.

Europe Écologie-les Verts est également engagée dans une primaire interne, ayant choisi de présenter un candidat n'ayant pas vraiment d'autre ambition que de faire entendre un discours écologiste dans la présidentielle.

Jean-Luc Mélenchon, pour sa part, continue à défendre sa candidature au nom de la France insoumise, estimant que « le rassemblement de la « gauche » empêcherait le peuple de se fédérer ».

Peu d'écho est donné aux candidatures de Lutte ouvrière et du Nouveau parti anticapitaliste dans les médias.

À regarder ce paysage sinistré — non pas au sens qu'il pencherait vers la gauche, *la sinistra*, bien au contraire — on craint ce qu'il pourra en sortir. Et pourtant, il ne s'agit pas de renoncer.

Tout d'abord parce que nombreux sont celles et ceux qui se sentent trompés, trahis et floués. Immense est la déception pour nombre de celles et ceux qui avaient placé quelque espoir dans l'élection de François Hollande contre Nicolas Sarkozy. Le printemps social a montré qu'il existe dans notre pays une majorité contre la loi travail et pour un code du travail du XXI<sup>e</sup> siècle. Cette majorité est invisible dans ce découpage politique. Sans nier les contradictions qui traversent notre peuple, ce printemps social, à l'image d'autres mobilisations, et comme on peut le voir sur d'autres sujets comme celui du droit de vote des étrangers, montre qu'il peut exister des dynamiques populaires sur des idées de progrès.

Ensuite parce que les illusions que les citoyennes et citoyens pourraient nourrir à l'endroit des individus providentiels susceptibles, à l'occasion d'une élection présidentielle, de suffire à redresser tous les torts, ont été largement affaiblies par les expériences répétées. Si le renoncement à la politique peut croître à l'aune de cet abaissement de la fonction présidentielle, il y a aussi de la place pour faire vivre une démarche politique plus exigeante et plus porteuse qui ne se limite pas à abdiquer son pouvoir de citoyen pendant cinq ans au profit d'un seul ou d'une seule.

\*       \*  
\*

Quels sont, pour nous, les enjeux des échéances à venir ?

Refusant d'en reprendre pour cinq ans de libéralisme, d'austérité et d'autoritarisme, ou pire, nous voulons réenclencher la marche avant, celle du progrès social, démocratique, écologique. Nous voulons donc, pour cela, contribuer à faire émerger une majorité pour une politique de gauche, qui ne saurait emprunter aux orientations du quinquennat qui s'achève. Or, cette majorité ne pourra pas se construire uniquement sur la matrice de l'élection présidentielle : nous voulons commencer à renverser l'ordre présidentiel qui n'en finit pas de dégrader la démocratie et la République, ce qui commence par une revalorisation des législatives et du pouvoir parlementaire. Il faut envisager toute la séquence, et y imaginer des victoires, en ayant à l'esprit que la question de l'avenir de la gauche, de l'existence d'un courant politique de transformation sociale et d'émancipation humaine est posée, comme on le voit également ailleurs en Europe et dans le monde. Nous devons donc amplifier notre démarche de rassemblement jusqu'au bout et elle devra continuer d'être au cœur de nos choix et de nos actes dans les mois qui viennent. Nous ne renonçons pas.

Pour le Parti communiste français, l'enjeu est double : être utile à notre peuple en jouant le rôle qui lui a été assigné d'unir et de rassembler celles et ceux qui ont intérêt et portent intérêt au



changement ; avoir les moyens de peser aujourd'hui et demain dans les batailles politiques qui s'annoncent et qui se poursuivront au-delà de 2017.

Il faut bien reconnaître que la présidentielle confirme de jour en jour être un piège pour notre peuple, pour la démocratie et, bien sûr, pour nous-mêmes. Et, dans les esprits, cette question finit par se résumer souvent au choix d'un candidat, et il faudra bien en passer par là au bout du compte, car nous ne saurions passer notre tour, mais cela n'aurait que peu de sens sans une stratégie plus large, intégrant pleinement les législatives, les sénatoriales et l'ensemble des batailles à venir.

Pour autant, dans les discussions qui s'amorcent, trois options, principalement, sont devant nous, que je vais évoquer successivement au conditionnel, de façon ouverte, en guise de premier examen.

D'abord, réussir ce que nous avons entrepris lors de notre congrès : rassembler des forces aujourd'hui dispersées en construisant une candidature commune et partagée capable de créer une dynamique nouvelle. C'est un pari difficile. C'est un pari indispensable. Cela suppose des initiatives politiques afin de créer les conditions de ce rassemblement, amplifiant ce que nous avons fait à l'occasion de la Fête de l'Humanité. Cela correspond à une attente d'une part grandissante de la population qui ne veut pas rejouer le match de 2012. Car nous savons nous heurter à des difficultés objectives : le fait que l'essentiel des forces de la mouvance socialiste qui contestent l'orientation libérale n'aient pas franchi le pas et le risque de les voir renoncer en soutenant contre nature un candidat qui poursuivrait sur la pente gouvernementale actuelle que ce soit François Hollande, Manuel Valls, Emmanuel Macron ou même Jean-Christophe Cambadélis ; la démarche isolée d'EELV dont l'image est brouillée par les divisions et la participation gouvernementale ; la stratégie de clivage et la posture apparaissant autocentrée de Jean-Luc Mélenchon ; l'absence actuelle de candidature consensuelle apparaissant capable d'incarner ce large rassemblement à gauche ; le manque de débat politique sur les grands enjeux permettant de mettre en évidence les convergences possibles. Mais le premier tour de la présidentielle passera et cette exigence de rassemblement demeurera. La conscience du danger va grandir dans la campagne et nous ne sommes pas au bout des coups de théâtre possibles. C'est pourquoi l'affirmation de cette volonté devra se poursuivre, quoiqu'il en soit et quels que soient les choix de candidatures que nous pourrions être amenés à effectuer dans les conditions politiques du calendrier. Nous pourrions décider, le 5 novembre, de nous donner encore du temps pour aboutir si des signes encourageants se manifestaient, mais ne prendrions-nous pas le risque d'être complètement absents de cette bataille ? Nous entrons dans un temps décisif et nous ne saurions être suspendus aux décisions des uns et des autres, dont certaines viendront à la fin janvier, pour nous engager dans cette bataille.

Ensuite, se présente l'option de soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon, qui était notre candidat avec le Front de gauche en 2012. Il ne prétend pas être le candidat du rassemblement que nous souhaitons réaliser ; chacune, chacun a pu prendre connaissance de sa philosophie, en particulier dans le grand entretien qu'il a accordé à l'Humanité mardi dernier. À défaut, dans quelles conditions et pour quels objectifs politiques pourrions-nous soutenir cette candidature ? Si, au bout de nos efforts, elle apparaissait comme étant celle ayant la meilleure capacité de rassemblement, nous ne pourrions pas pour autant nous inscrire dans une démarche de ralliement et d'effacement — ce serait d'ailleurs vrai pour toute autre candidature. Il apparaît hors de propos de se fondre dans la nouvelle force politique que constitue, ou veut constituer, la France insoumise tant pour des raisons structurelles que pour des raisons de fond : cela ne

correspond pas à notre démarche. Mais, renonçant à ajouter de la division à la division en présentant un candidat collant au plus près à ce que nous voulons porter dans le débat présidentiel, nous pourrions cependant décider d'un soutien que chacun est libre d'apporter à un candidat qui se présente, tout en conservant une souveraineté de parole et d'action dans la campagne, et en essayant de contribuer le mieux possible à faire réussir cette candidature. Nous nous emploierions également à élargir toujours plus le cercle du rassemblement tant pour la présidentielle que pour les législatives à suivre. Une telle option nous permettrait-elle de faire entendre la voix des communistes et de contribuer au grand débat de projet que nous appelons de nos vœux ? Nous permettrait-elle d'envisager au mieux l'échéance des législatives, ou plutôt, comment pourrions-nous, dans ce contexte, préparer au mieux ces échéances ? Comment traverserons-nous les contradictions qui pourraient apparaître ? Nous devons apporter des réponses à ces questions.

Enfin — c'est une lapalissade — constitués en Parti politique, si nous pouvons soutenir des candidats avec lesquels nous faisons route commune, nous sommes naturellement fondés à concourir aux élections en présentant directement des candidats si nous le jugeons nécessaire. Une telle candidature ne pourrait en aucun cas relever du registre de l'affirmation identitaire, compte tenu des orientations politiques que nous avons déterminées face à la situation. En effet, après avoir œuvré au rassemblement, nous ne devons pas apparaître comme portant une responsabilité dans la division et dans une éventuelle catastrophe politique issue des urnes. L'idée existe que nous devrions mettre nous aussi une candidature sur la table, quitte à la retirer si elle n'apparaissait pas en mesure d'être vraiment utile à notre combat dans cette échéance. La possibilité d'une candidature existe, puisque je l'évoque, mais désigner quelqu'un aujourd'hui, ou plutôt le 5 novembre, nous engagerait dans un processus de campagne et si nous devons le faire, il vaudrait mieux que ce soit pour aller au bout. Mais, dans le contexte que j'ai décrit et compte tenu de l'expérience passée, une telle candidature pourrait-elle se fixer un autre objectif que de témoigner ? Est-ce la meilleure manière de se mettre en dynamique pour les législatives et pour la période qui suivra ? Je pose à voix haute les questions qui viennent dans nos discussions, pour que nous essayions d'y apporter des réponses communes.

Voilà en somme, dans l'intensité des contradictions politiques du moment, les hypothèses qui sont devant nous, que nous devons instruire, sur lesquelles nous devons travailler pour nous placer le plus possible à l'offensive et faire valoir au mieux l'utilité de la force que nous représentons et qui compte dans ce pays. Si j'ai présenté les choses ainsi, après discussion du Comité exécutif national, c'est parce que les questions sont ouvertes et, contrairement à ce que prétendent quelques fantasmes qui traînent, il n'y a aucune décision cachée qui serait déjà prise. Le choix appartiendra aux communistes, suite à la Conférence nationale, conformément à nos décisions de congrès.

Il faut apprécier au mieux la situation. Et il faudra sans doute s'entendre sur cette question : y aura-t-il quelque chose à attendre de la présidentielle ? Sans renoncer à ouvrir des brèches, pour l'heure, nous pouvons nourrir les plus grandes craintes. Mais une chose est sûre, beaucoup de l'avenir, quoiqu'il en soit de la présidentielle, se jouera aux élections législatives. Nous devons sans attendre les préparer : de quel député avez-vous besoin ? De quel député de gauche avez-vous besoin ? Quelles propositions voulez-vous voir portées ? Les élections législatives doivent nous permettre de nourrir le débat politique général de 2017, et de favoriser au plus l'intervention populaire. À partir de la grande consultation et de ses résultats, nous pouvons d'ores et déjà engager des dynamiques. Et de possibles candidates et candidats peuvent y jouer un rôle moteur. Nous pourrions, courant janvier, organiser, devant l'Assemblée nationale,

un rassemblement de candidates et candidats aux élections législatives pour dynamiser cette campagne, et pourquoi pas, tiens, le 21 janvier, le jour où Louis XVI a perdu la tête, pour réitérer notre refus de la monarchie sous toutes ses formes, y compris présidentielle.

Dans les semaines qui viennent, nous devons donc, ensemble, instruire ce débat, en continuant nos efforts politiques pour élargir le champ des possibles. Beaucoup de communistes, sans doute une majorité, s'interrogent et notre discussion collective sera décisive pour avancer. Quel que soit notre choix, ce que nous devons protéger par-dessus tout, parce que c'est notre meilleur atout pour aujourd'hui, pour les échéances qui viennent, et pour demain, c'est notre unité, notre capacité à agir ensemble, la force de notre collectif.

Pour préparer la Conférence nationale du 5 novembre, nous pourrions désigner une délégation de notre Conseil national qui pourrait, à partir des résultats de la grande consultation et des questions politiques qui nous sont posées pour les échéances de 2017 aller rencontrer les différentes forces avec lesquelles nous serions susceptibles de converger afin de pouvoir définir nos orientations avec la meilleure connaissance possible des tenants et des aboutissants. Mais dès la semaine prochaine, la discussion doit s'amplifier dans le Parti, sur la base de nos travaux, et nous pourrions proposer aux organisations du Parti de faire remonter des procès-verbaux de leurs discussions afin de nourrir la préparation de la Conférence nationale.

Faisons monter le débat, faisons grandir l'envie de politique et de république, l'envie de gauche et de révolutions, l'envie d'émancipation humaine, l'envie de commun, l'envie de changer les choses. Le printemps social que nous avons connu montre qu'il existe dans notre pays des forces considérables. Quelles autres initiatives que celles que j'ai évoquées pouvons-nous prendre ? La période les appelle foisonnantes et innovantes. Qu'aujourd'hui notre Conseil national en propose et que partout cet appel soit entendu.

Chères et chers camarades,

Nous devons aborder ces débats comme la période qui vient avec humilité, audace et sérénité. Sans surestimer les possibilités de la période, nous devons avoir confiance en notre force collective. Notre parti a peut-être été la force politique la plus active sur le terrain durant ces derniers mois. Elle y a puisé une énergie renouvelée. Nous devons conforter cette dynamique et nous saisir de tous les enjeux qui animent le questionnement de notre peuple. Sans attendre, nous devons engager les batailles qu'exige la situation. Surmonter les failles, étonner la catastrophe. Comment faire ?

Vous me pardonnerez de conclure en forme d'hommage, en vous citant la profession de foi de notre camarade Michel Vaxès à l'occasion des élections législatives de 1997. Questions-réponses. « Ce que vous considérez comme essentiel ? La seule chose essentielle, c'est la vie des gens et le meilleur parti pris, c'est le parti pris des gens. Ce que vous promettez ? Aux promesses trop souvent non tenues, je préfère l'engagement au service des gens et la fidélité à mes convictions. L'engagement que j'ai définitivement pris, c'est celui de travailler inlassablement avec toutes celles et ceux qui le souhaitent à rechercher ensemble, dans le respect de nos approches, de nos histoires, de nos sensibilités différentes, les solutions les mieux à même de répondre aux légitimes exigences humaines d'une vie qui assure à chacun sa dignité. »